

ÉTUDES D'URGENCE SUR LE COVID

RÔLE ET PROTAGONISME DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 AU BRÉSIL



Cette étude examine le chemin parcouru par la société civile et la philanthropie brésilienne depuis les années 1980, ce qui est crucial pour la compréhension des dynamiques et des tendances qui soutiennent l'une des thèses développées tout au long de ce travail : la société civile comme élément stratégique dans le processus de consolidation de la démocratie brésilienne. Les organisations de la société civile (OSC) ont fait face, ces dernières années, à de nombreuses atteintes à leur réputation et à des défis concernant leur durabilité politique et financière. Face à la crise du Covid-19, elles ont cherché non seulement à s'opposer au déni et à la nécropolitique dominants par la construction d'agendas politiques et la mise en réseau, mais aussi à produire des réponses basées sur le développement d'un ensemble de pratiques et d'expériences fondées sur l'autogestion et l'organisation communautaire. À partir d'une étude de cas multiples, menée avec des institutions sélectionnées selon les critères établis, il a été déterminé que les OSC étaient capables de construire des agendas, des récits, des langages et des formes de production et d'organisation fondés sur l'autogestion, des expériences basées sur une dynamique sociale où travail et politique tendent à coïncider, dans le cadre d'un processus impliquant, en même temps, l'organisation de l'activisme et de la production. Elles ont trouvé des moyens indépendants pour apporter des réponses innovantes à la crise, en coordonnant les acteurs, les territoires et les communautés, les initiatives et les ressources, et en recherchant des solutions allant de la distribution de paniers alimentaires à la réalisation de campagnes d'information et d'aide humanitaire, en passant par la conception de stratégies innovantes de militantisme et de résistance, face à un scénario défavorable.

Graciela Hopstein

Milena Peres

São Paulo, 2021

INTRODUCTION

L'objectif de cette étude est d'examiner le rôle de la société civile et de la philanthropie dans le contexte de la pandémie du Covid-19 au Brésil. Elle se concentre sur la cartographie des expériences menées par les organisations sociales, en particulier les organisations communautaires de base, considérées comme emblématiques et de référence en termes de gestion de la crise et des impacts produits au sein de leurs communautés opérationnelles. En outre, le texte propose une réflexion sur le rôle de la société civile dans un contexte politique défavorable, caractérisé par le manque de ressources, la criminalisation des organisations sociales et le rétrécissement des espaces civiques, une tendance qui s'est intensifiée dans le pays, surtout ces dernières années. Ainsi, le travail invite à reconnaître l'importance des organisations de la société civile (OSC) et des communautés locales, ainsi que de leurs leaders et mouvements, pour le développement d'actions collectives visant à trouver leurs propres solutions à plusieurs problèmes rencontrés dans le contexte de la crise sanitaire et des questions sociales déclenchées par la pandémie.

Pour mener à bien cette étude, on a considéré des références secondaires du domaine, des articles scientifiques, des textes analytiques publiés dans de multiples médias et des enquêtes spécifiques, qui ont permis d'établir des cartographies, concernant à la fois les scénarios et les expériences développés par les groupes communautaires et les organisations sociales en réponse à la crise qui a eu lieu à la suite de la pandémie. Par ailleurs, des cas sont présentés, sélectionnés selon les critères suivants :

- + les expériences pour lesquelles il existe des informations publiques disponibles ;
- + des cas référentiels qui représentent le développement de technologies sociales innovantes dans différents domaines d'activité, permettant la répllication et/ou la multiplication dans différents contextes - à condition que la réplabilité ne signifie pas l'adoption d'un modèle singulier, mais l'existence d'une norme heuristique qui permet d'identifier des éléments plus larges (universels) ;
- + des expériences emblématiques en termes de réactivité et de niveau d'organisation des communautés impliquées, dans des domaines tels que la production de connaissances ; la communication, la mobilisation et l'articulation ; l'assistance humanitaire ; la mobilisation des ressources (financières, matérielles et humaines) ; le soutien d'urgence ; l'assistance et la protection (au sens large) ; et les alternatives pour la génération de travail et de revenus ; l'examen des expériences spécifiques développées par les organisations composant le Réseau brésilien de philanthropie pour la justice sociale (RFJS), qui est une initiative regroupant des fonds locaux (thématiques et communautaires) qui soutiennent des organisations et des mouvements de la société

civile engagés dans l'activisme des droits, moins avantagés par la philanthropie traditionnelle ou dominante.

Le premier chapitre décrit l'histoire de la société civile au Brésil, des années 1980 à la crise des années 2000. Le deuxième chapitre examine le scénario de la pandémie de Covid-19 au Brésil, tandis que le troisième chapitre traite des impacts sur les organisations de la société civile. Le quatrième chapitre décrit la réponse de la société civile à la pandémie, en se référant à des cas dans l'optique des technologies sociales et des stratégies développées. Enfin, le cinquième chapitre présente les conclusions de l'étude et indique que la philanthropie communautaire est une stratégie permettant de renforcer la société civile dans le contexte de la pandémie.

1. L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU BRÉSIL : DU RÔLE DE PREMIER PLAN DANS LES ANNÉES 1980 À LA CRISE DES ANNÉES 2000

L'une des principales notions qui a guidé cette étude est l'importance de la société civile en tant que segment crucial pour la consolidation de la démocratie brésilienne. Pour comprendre les pratiques dans ce domaine, il est impératif de reconnaître l'existence d'un éventail de participation politique de la société civile en vue d'élargir les possibilités de capter la plupart des voix et des expressions politiques, et de les qualifier pour accéder au partage indépendant de l'exercice de leur propre pouvoir politique (FARIA, 2010, p. 2).

Ainsi, ce document aborde l'importance du dynamisme institutionnel de la société civile dans le contexte d'une démocratie, considérant que sans lui, les cultures politiques ne se formeraient pas pour orienter les actions capables de renforcer son arène politico-institutionnelle. La dynamique sociétale est ce qui permet les mouvements dans cette direction, et elle n'est possible que grâce à un ensemble multiple d'acteurs : mouvements, fondations, organisations philanthropiques, fonds, associations, organisations non gouvernementales (ONG), entre autres. Dans cette perspective, le schéma démocratique d'une société est le résultat non seulement de la densité civique et de sa force au sein de la sphère publique, mais aussi de la pluralité des formes institutionnalisées de participation capables d'inclure la société civile dans les processus de décision (FARIA, 2010).

En Amérique latine, un continent marqué par l'histoire de nombreuses dictatures militaires, la mise en relation de la démocratie et de la société civile ne pourrait être plus importante car, en fait, il s'agit d'un secteur qui a joué un rôle crucial dans l'activisme et la résistance contre l'autoritarisme et, par conséquent, dans l'articulation des processus vers la démocratie.

Au Brésil, dans les années 1970 et 1980, le rôle de la société civile s'identifie aux ONG, qui ont soutenu les mouvements sociaux populaires qui menaient la lutte pour le retour du pays à la démocratie. En plus de soutenir les luttes des mouvements, les ONG ont généré différents scénarios de participation, en se concentrant sur de nouveaux personnages dédiés à la lutte pour faire tomber le régime militaire. Ce sont les ONG et les mouvements qui ont contribué à la

reconstruction du concept de société civile et à l'innovation de l'activisme social, en recrutant des minorités politiques comme sujets actifs du pouvoir (GOHN, 2013). Ainsi, non seulement la voie permettant le retour à la démocratie a été établie, mais un nouveau champ éthico-politique et culturel a également été créé, qui, à travers des actions conjointes et collectives développées dans des espaces alternatifs d'expression de la citoyenneté, a progressivement consolidé l'importance de la société civile dans les processus décisionnels.

L'effervescence politique des années 80 et l'activisme des OSC et des mouvements sociaux ont contribué à une première étape importante dans la transformation de l'État et à l'établissement de nouvelles règles du jeu entre les sphères politique et civile. La lutte s'est orientée vers des mécanismes plus efficaces de contrôle et de suivi des politiques publiques, lors des phases de formulation et de mise en œuvre. Dans ce scénario, la prise de conscience s'est accentuée sur la nécessité de partager la gestion de la sphère publique pour permettre la participation légitime de la société dans la conduite de ses politiques.

AU BRÉSIL, DANS LES ANNÉES 1970 ET 1980, LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE S'IDENTIFIE AUX ONG, QUI ONT SOUTENU LES MOUVEMENTS SOCIAUX POPULAIRES QUI MENAIENT LA LUTTE POUR LE RETOUR DU PAYS À LA DÉMOCRATIE

En raison de la dynamique politique établie, l'importance de certaines questions - telles que le genre, l'ethnicité et la race, le développement urbain, l'environnement, l'administration démocratique, l'enfance et la jeunesse - a commencé à être réévaluée et, à la suite d'une accumulation de discussions promues par les mouvements sociaux et les ONG, de nouveaux concepts ont vu le jour, réorientant les demandes de la société civile, qui ont finalement été intégrées dans la Constitution de 1988.

[...] la réforme de la santé qui a conduit à l'institution du Système unifié de santé [SUS], les différents conseils de gestion des politiques de logement, des droits des femmes, des personnes handicapées, [...] et d'autres formes de structures collégiales et de médiation entre l'État et la société civile sont la preuve vivante des accomplissements et de la force de cette participation organisée. Ce sont des espaces de négociation et de résolution des conflits d'intérêts, au sein d'une administration démocratique, qui génère une nouvelle forme de culture participative dans la société brésilienne (GOHN, 2013, p. 246)¹.

La décentralisation politico-administrative et la municipalisation des soins, imposées par la Constitution, ont amorcé un nouveau temps dans le scénario politique du pays, avec la formation d'organes locaux participatifs. La création de conseils tutélaires paritaires et délibératifs pour gérer les politiques sociales, principalement, a contribué à franchir une nouvelle étape. Le modèle établi institue la co-responsabilité de la société et de l'État dans la formulation, l'exécution et le contrôle des programmes et des projets publics.

¹ Texte traduit du portugais pour faciliter la compréhension de la citation originale. Toutes les citations incluses dans cette étude ont été traduites du portugais en anglais (*puis en français*).

Parmi les initiatives conçues pour renforcer le rôle de la société civile dans le processus de prise de décision - notamment en matière de politique publique - figure la loi brésilienne 9790/1999, relative à l'Organisation de la société civile d'intérêt public (OSCIP). Élaborée sur la base d'études, de discussions, de propositions et de dialogues entre divers représentants de la société civile et des gouvernements, elle proposait de mettre en œuvre une stratégie efficace de développement social et de favoriser sa croissance et son renforcement, en permettant un changement progressif de la conception des politiques publiques à tous les niveaux.

Cependant, malgré des décennies d'énormes réalisations, au XXI^e siècle, la société civile brésilienne a été confrontée à de nouveaux défis liés non seulement à la durabilité politique et financière des organisations et mouvements sociaux, mais aussi aux atteintes à la réputation liées à leurs performances, notamment en ce qui concerne la mobilisation et la gestion des ressources financières. Cette situation a sûrement entraîné l'extermination des OSC et des ONG qui n'étaient pas en mesure d'assurer les conditions minimales de leur fonctionnement.

LA CRÉATION DE CONSEILS TUTÉLAIRES PARITAIRES ET DÉLIBÉRATIFS POUR GÉRER LES POLITIQUES SOCIALES, PRINCIPALEMENT, A CONTRIBUÉ À FRANCHIR UNE NOUVELLE ÉTAPE

Selon l'enquête intitulée Fondations privées et associations à but non lucratif (FASFIL)², en 2016, il y avait 237 mille fondations privées et associations à but non lucratif au Brésil, ce qui, si on le compare à l'année 2010, représente une diminution de 16,5%, soit un rétrécissement quantitatif du secteur - encore plus prononcé entre 2013 et 2016, avec une baisse de 14% des institutions actives (IBGE, 2019a).

Compte tenu des conditions de stabilité politique et économique obtenues en quelques années de trajectoire démocratique, avec d'importantes réalisations politiques et sociales, les agences de coopération et les fondations philanthropiques internationales ont commencé à diffuser l'idée que la société brésilienne serait capable de répondre aux besoins de son agenda social de manière endogène. Si, dans les années 1990, le financement international représentait 80% des ressources utilisées par les OSC, depuis 2000, ce financement a considérablement diminué, la priorité étant donnée à d'autres régions de la planète. On peut dire que le retrait du financement international a été précipité, car il a laissé un vide qui a entraîné la fermeture d'institutions de référence et l'abandon de programmes stratégiques, provoquant des impacts négatifs sur la société civile brésilienne.

² La recherche utilise les organisations à but non lucratif enregistrées dans le registre central des entreprises (CAGED) comme source primaire.

Malgré une croissance importante de l'investissement social privé (ISP) et de la philanthropie au Brésil³ depuis les années 1990, secteur qui mobilise actuellement le plus de ressources privées à des fins publiques, cela n'a pas suffi à établir une dynamique solide et efficace pour soutenir les OSC et les mouvements sociaux avec des ressources locales. Selon les informations du recensement GIFE 2018, les associés du secteur ont investi, en 2018, 3,25 milliards de réais dans des causes sociales et [...].

[...] bien que l'exécution directe de leurs propres projets prévale encore en termes de volume financier, le pourcentage de ressources allouées à des projets, programmes, actions ou gestion de tiers est passé de 21% à 35% entre 2016 et 2018, atteignant la proportion la plus élevée de la série historique (GIFE, 2019, p. 45).

Bien qu'il y ait eu un changement significatif dans le travail effectué par les entreprises locales et les organisations philanthropiques familiales, il y a toujours une tendance à de faibles investissements de ressources pour soutenir les OSC - et encore moins les organisations de base et les mouvements sociaux. Les efforts timides et balbutiants en matière d'octroi de subventions s'expliquent principalement par un manque de confiance dans les OSC et par l'absence d'un cadre réglementaire favorisant les dons.

Au Brésil, les problèmes de réputation de la société civile ont commencé en 2006, avec l'installation de la Commission d'enquête parlementaire (CPI) chargée d'enquêter sur le détournement présumé de fonds publics, qui auraient été transférés à diverses ONG liées au gouvernement fédéral, lorsque Luis Inacio Lula da Silva était président du Brésil. Le soi-disant CPI des ONG a été critiqué dès le départ par un certain nombre de spécialistes qui y voyaient une tentative de criminaliser les OSC en général, sans chercher réellement à améliorer la transparence des relations entre les autorités publiques, la société civile et leurs organisations. Le CPI était, de l'avis de plusieurs acteurs, une tentative de boycotter les actions des OSC, en mettant en cause leur réputation et leur histoire, dans la mesure où elles étaient associées à des cas de corruption.

[...] Le CPI a, en fait, fait référence à un calendrier étrange, [dans la mesure où il] n'enquête sur les accords du gouvernement fédéral avec les ONG qu'à partir de 2003. Selon le TCU, les irrégularités dans le transfert de fonds ont commencé en 1999, sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (PSDB) [...]. Dans le document [dans lequel ABONG s'adresse à l'ONG CPI, il est mentionné que] « [...] il propose de traiter dans un CPI les questions liées aux irrégularités, pour lesquelles le TCU dispose d'instruments d'ajustement appropriés, et qui ne sont pas nécessairement liées à la mauvaise foi dans la gestion des fonds publics ». [...] des irrégularités ont été identifiées dans 29 accords exécutés entre le gouvernement et 11 ONG, ce qui est loin du total de près de 300 000 ONG existant dans le pays (ABONG, 2020).

³ Au Brésil, contrairement à d'autres pays, il existe une distinction entre les concepts d'investissement social privé (ISP) et de philanthropie. La notion d'ISP est associée à la performance des entreprises dans le domaine social (par le biais d'institutions et de fondations d'entreprise).

LE CPI des ONG a eu des répercussions extrêmement négatives, installant dans l'opinion publique (encouragée par les médias) l'idée que les donateurs et les OSC (organisations de la société civile) n'étaient que des outils utilisés pour le blanchiment d'argent, discréditant ainsi en fin de compte le travail effectué par la société civile et compromettant définitivement la confiance des populations et des financeurs.

Des efforts évidents ont été faits sous l'administration de la présidente Dilma Rousseff pour renforcer la transparence du travail des ONG. Le cadre réglementaire de 2014 pour les organisations de la société civile (MROSC) a établi un nouveau cadre juridique pour l'exécution des partenariats, encourageant la gestion publique démocratique et appréciant les organisations comme alliées dans l'assurance et l'application des droits. La simplification du processus de responsabilisation, une plus grande transparence dans l'application des fonds publics et la possibilité de mieux planifier l'exécution des phases des partenariats sont quelques-unes des avancées obtenues.

Il existe certainement des analyses et des points de vue différents sur la relation entre l'État et les OSC, certains estimant qu'une ligne de communication ouverte a été créée, tandis que d'autres pensent que cette dynamique a entraîné un écart important, puisqu'aucun soutien significatif n'a été apporté aux OSC et aux mouvements, sauf quelques exceptions.

Il convient également de noter que, dans le contexte du vide financier résultant du retrait de la coopération internationale et de la philanthropie, à partir des années 2000, des fonds locaux ont commencé à apparaître, pour soutenir les demandes de la société civile. Il est certain que ces organisations ont été à l'origine d'un processus de transformation non seulement de la philanthropie brésilienne, mais aussi de la société civile, car elles sont devenues une alternative efficace pour le financement et le renforcement des organisations et mouvements de petite et moyenne taille s'engageant principalement dans le domaine des droits. Leur capacité à soutenir des causes stratégiques, à comprendre le scénario, les réseaux locaux et les agendas primaires, à offrir des réponses rapides, ainsi que leur capillarité et leur champ d'action, ont représenté des stratégies innovantes.

L'enquête intitulée Profil des organisations de la société civile au Brésil rapporte qu'en 2016, il y avait 820 mille⁴ OSC avec des numéros CNPJ actifs au Brésil (IPEA, 2018), ce qui correspondait généralement à la densité de population du pays : 40% des organisations ont été établies dans le Sud-Est, suivi du Nord-Est (25%), du Sud (19%), du Midwest (8%) et du Nord (8%). Les organisations ayant pour objet le développement et la défense des droits et intérêts

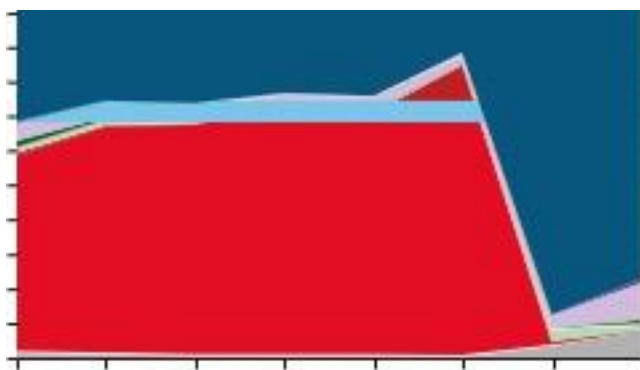
⁴ Cette enquête de l'IPEA dispose d'une base de données différente de celle de l'enquête FASFIL (IBGE, 2019a). L'IPEA utilise comme source principale le Registre national des entités juridiques (CNPJ), tenu par le Service brésilien des impôts internes (SRF), pour l'année 2016, et le Rapport annuel sur les informations sociales (Rais), de 2010 à 2015, du ministère brésilien du Travail et de l'Emploi (MTE), représentant le plus grand échantillon.

fondamentaux, ainsi que les organisations religieuses, étaient les plus nombreuses (plus de 60%). En ce qui concerne le financement des OSC, l'enquête montre une forte baisse des transferts de fonds par l'État depuis 2016.

À partir de 2016, les montants ont fortement diminué, en raison de la baisse des transferts de fonds vers les OSC s'engageant principalement dans le développement et la défense des droits et des intérêts. Ce changement a augmenté le pourcentage transmis aux OSC les plus importantes, s'engageant dans le domaine de la santé (IPEA, 2018, p. 25).

Parmi les transferts de fonds inclus dans le budget général du gouvernement fédéral, 38% sont réservés aux organisations qui s'engagent dans la défense des droits et des intérêts, mais la majorité va aux investissements dans l'aide directe, comme les aliments, les produits d'hygiène, etc. Pour les institutions de la société civile agissant pour la défense des droits des groupes politiques et des minorités, des fonds négligeables ont été transférés entre 2015 et 2017 (Figure 1).

Figure 1 - Transferts volontaires annuels aux OSC appartenant au groupe « défense des droits et intérêts des minorités », selon le domaine d'activité (en %), 2010-2017



- ✚ Autres formes de développement et de défense des droits et intérêts
- ✚ Défense des droits des groupes et des minorités
- ✚ Développement rural
- ✚ Environnement et protection des animaux
- ✚ Religion
- ✚ Santé, action sociale et éducation
- ✚ Culture et loisirs
- ✚ Centres et associations communautaires
- ✚ Associations patronales et professionnelles
- ✚ Associations de résidents
- ✚ Associations de parents, d'enseignants, d'étudiants, etc.
- ✚ Défense des droits et des intérêts de plusieurs zones

Les données de l'IPEA (2018) montrent, depuis le début du XXI^e siècle, une tendance à la diminution du travail de la société civile dans le domaine de la défense des droits et des intérêts. Dans le même sens, une étude de la Funders' Initiative for Civil Society avec des données de 2019 (FICS, 2020) note que l'espace civil s'est fermé de manière plus importante, à l'échelle mondiale, en raison d'une vague de lois restrictives s'appliquant aux ONG, un phénomène observé depuis 2010⁵. Ces lois se concentrent généralement sur la régulation du secteur en termes de financement depuis l'étranger.

Deux décennies de « guerre contre le terrorisme » ont fait reculer la cause des droits de l'homme universels de plusieurs générations, et l'efficacité du cadre international des droits de l'homme, longtemps considéré comme le principal catalyseur de l'espace civique et des autres libertés politiques, est désormais remise en question - et systématiquement contestée par ses détracteurs. Nombreux sont ceux qui regrettent la fin d'une Organisation des Nations unies (ONU) « inefficace » et d'un ordre multilatéral « obsolète » - caractérisé, par exemple, par des accusations de partialité et de traitement inégal de la part de la Cour pénale internationale et par la captivité politique ou la détérioration d'institutions clés - et, pourtant, la volonté politique de promouvoir la réforme a été réduite au silence (FICS, 2020, p. 7).

Dans ce contexte régressif et conservateur, la société civile et les OSC sont devenues les cibles des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux dans les nombreuses régions du monde. Depuis l'investiture de Jair Bolsonaro en 2018, le président brésilien a fait un effort constant pour diffuser des soupçons généraux sur les performances des ONG, renouvelant le discrédit qui frappe le secteur depuis le CPI. Bolsonaro a affirmé que la disponibilité des ressources étrangères destinées ou des ONG locales subvertit l'engagement de ces organisations, compromettant ainsi les intérêts nationaux. Il est certain que les références constantes du président aux performances des ONG sont révélatrices du rôle fondamental que jouent ces organisations, notamment en remettant en cause les reculs apportés par son gouvernement dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement et des animaux. Le problème est que ses accusations ont tendance à être incendiaires, comme lorsqu'il a accusé les ONG d'être responsables des incendies généralisés en Amazonie (en 2020), dont il a été prouvé qu'ils avaient été criminellement déclenchés par des agriculteurs et des mineurs pour développer l'agrobusiness.

La situation de diminution des dons s'est intensifiée dans le contexte du Covid-19. Et les perspectives sont encore plus inquiétantes pour les OSC qui s'engagent dans les domaines de la justice sociale et des droits de l'homme. En effet, l'examen des données du Recensement GIFE 2018 permet de conclure que la promotion de l'égalité des sexes, des ethnies et des races ne sont

⁵ L'Amérique du Nord représente 80 % des investissements dans les OSC et la philanthropie mondiale, et 72 % des organisations philanthropiques dans le monde sont confrontées à des défis en termes de durabilité politico-économique (WINGS, 2018).

pas qualifiées de priorités des programmes de PSI, puisqu'elles montrent un vide de financement pour les organisations s'engageant dans le domaine de la défense des droits.

2. LE SCÉNARIO DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 AU BRÉSIL

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence, tant au Brésil qu'à l'échelle mondiale, les profondes inégalités sociales qui touchent principalement les minorités politiques et les groupes vulnérables. Au Brésil, les mesures d'isolement social visant à contenir la propagation du virus, adoptées début 2020, ont impliqué l'émergence d'une crise économique et sociale sans précédent, qui a encore renforcé les inégalités existantes. La situation historique et aiguë d'injustice sociale qui touche les minorités politiques - telles que la population noire ; les habitants des « favelas » et des banlieues des grands centres urbains ; la population LGBTI+ ; les autochtones et les peuples indigènes ; la population pauvre et à faible revenu - les a poussés, face à la pandémie, à lutter encore plus désespérément pour leur survie.

Selon le rapport 2019 du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Brésil est le septième pays au monde où les inégalités sociales sont les plus fortes. Il a perdu cinq places dans le classement de l'indice de développement humain (IDH)⁶, passant de la 79^e à la 84^e position parmi 189 pays. Il occupe également les premières places en matière de crimes contre les droits de l'homme : les forces de police assassinent un jeune homme noir toutes les 23 minutes (WAISELFISZ, 2016) et, pendant la pandémie, les actions violentes commises dans les « favelas » et les banlieues pauvres sont devenues encore plus fréquentes (MUÑOZ, 2020). Toutes les deux minutes, une femme est agressée au Brésil (ISP, 2019), à condition que ces incidents augmentent de 59% pendant les périodes les plus strictes de distanciation sociale. Le Brésil enregistre le taux le plus élevé de meurtres de personnes LGBTI+, de groupes indigènes, d'activistes environnementaux et de défenseurs des droits (ISP, 2019), entre autres minorités politiques.

Le premier cas de Covid-19 au Brésil a été enregistré le 25 février 2020, dans la ville de São Paulo, chez un homme qui revenait d'Italie. Le premier décès, dans la ville de Rio de Janeiro, résultant d'une infection communautaire, a clairement montré combien les impacts de la pandémie seraient inégaux dans le pays. La victime était une femme de 63 ans,

LA PANDÉMIE DE COVID-19 A MIS EN ÉVIDENCE, TANT AU BRÉSIL QU'À L'ÉCHELLE MONDIALE, LES PROFONDES INÉGALITÉS SOCIALES QUI TOUCHENT PRINCIPALEMENT LES MINORITÉS POLITIQUES ET LES GROUPES VULNÉRABLES

employée de maison dans la zone sud de la ville, qui a contracté le virus auprès de ses employeurs de retour d'un voyage à l'étranger.

⁶ L'IDH est un indicateur qui mesure les progrès des pays en termes de santé, d'éducation et de revenus.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'épidémie de coronavirus (COVID-19) de pandémie. À l'époque, le Brésil avait enregistré 34 cas, tous résultant d'une infection à l'étranger et concentrés dans les villes de Rio de Janeiro et de São Paulo. Cependant, le taux élevé de contagion de la maladie et la propagation rapide des infections communautaires ont conduit les autorités publiques, au niveau de l'État et des municipalités, à mettre en œuvre des mesures de distanciation sociale pour contrôler et contenir la propagation du virus et accroître la réactivité du système de santé unifié (SUS). Pratiquement toutes les administrations publiques ont choisi d'instituer des régimes de travail partiellement ou entièrement à distance pour contribuer à aplanir la courbe de contagion (à l'exception des services essentiels) - un fait qui ne s'est produit qu'au cours du premier mois de la pandémie au Brésil (OPGH, 2020). Les établissements d'enseignement ont fermé leurs portes, ainsi que les services non essentiels⁷, ce qui a eu un impact économique considérable, notamment des taux de chômage élevés⁸ résultant de licenciements massifs et d'un manque de moyens pour créer du travail et des revenus (IBGE, 2020). La situation s'est encore aggravée en raison de l'absence totale de mesures gouvernementales d'aide humanitaire et sociale.

L'interruption des activités dans les établissements scolaires a provoqué la famine dans les familles brésiliennes qui dépendaient des repas offerts dans les écoles pour assurer l'alimentation de leurs enfants. Le manque d'assistance pour aider les populations les plus pauvres les a laissées dans une situation d'extrême vulnérabilité. Le Covid-19 a donc montré combien il était crucial de mettre en place des politiques publiques de distribution de revenus minimums pour atténuer les effets de la crise.

Le soir du 24 mars 2020, Jair Bolsonaro a fait une déclaration à la télévision nationale, sous-estimant la crise et critiquant les mesures de distanciation physique jusqu'alors défendues par le ministère de la Santé et adoptées par la plupart des gouvernements des États et des municipalités. Ce jour-là, le Brésil avait enregistré 2 201 cas de Covid-19 et 46 décès dus à la maladie. En raison du déni du président et de la crise économique et sociale découlant des mesures d'éloignement social, deux ministres de la santé ont quitté leurs fonctions entre avril et mai 2020. Le président a alors nommé un militaire, Eduardo Pazuello, qui n'avait aucune connaissance en matière de santé publique. En l'absence de politiques intégrées et coordonnées, et avec un ministre incapable d'agir pour mettre en œuvre des mesures et coordonner politiquement pour faire face à la pandémie, les États et les municipalités ont commencé à instituer leurs propres mesures pour contenir la propagation du nouveau coronavirus. Ce sont les gouvernements des États et des municipalités qui ont porté le fardeau de la fermeture de toutes les activités non essentielles tout en cherchant à étendre la réponse du SUS.

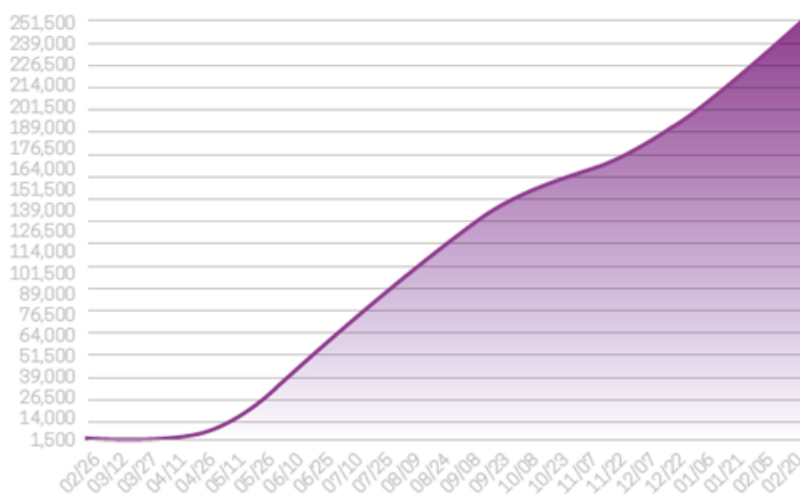
⁷ Il n'y a pas eu de coordination nationale, mais un groupe de gouverneurs et de maires a généralement décrété la suspension des services non essentiels et la fermeture des lieux publics pour les services directs rendus au public.

⁸ Selon l'IBGE (2020), le Brésil a clôturé l'année 2020 avec 14 millions de chômeurs, soit près de 4 millions de plus qu'au mois de mai.

Depuis lors, le Brésil est devenu le principal épicode de la maladie en Amérique latine [...]. Le ministère de la Santé [...] n'apporte pas de réponses significatives sur la manière d'aplanir la courbe et concentre ses actions sur le transfert d'aides financières aux États et aux municipalités [...]. La proposition de changer la méthodologie de comptage du nombre de cas entrave le suivi de l'évolution de la maladie et est perçue comme une manœuvre pour minimiser publiquement la gravité de la crise et hâter la fin de la distanciation sociale. Une action de la Cour suprême fédérale [STF] a été nécessaire pour contraindre le ministère de la Santé à rétablir la déclaration complète des cas sur la plateforme officielle (CIMINI et al., 2020, p. 3).

Selon une note technique publiée par IPEA (2020), à partir d'avril 2020, les mesures de distanciation sociale mises en œuvre par les municipalités ont été allégées. La figure 2 illustre la progression du nombre de décès depuis le début de la pandémie, reflétant les problèmes de gestion constatés.

Figure 2 - Nombre cumulé de décès dus au Covid-19 au Brésil, février 2020 à février 2021



Nombre cumulé de décès dus au COVID-19 par date de notification

Nombre de décès cumulés

Date de notification

Source : BRÉSIL, 2020.

Les discours du président Jair Bolsonaro remettant en question les recommandations de l'OMS et, plus tard, défendant l'utilisation de médicaments tels que l'Hydroxychloroquine, sans aucun fondement scientifique, ont mis en évidence l'adoption progressive du déni évident de la Science et de la position clairement génocidaire du gouvernement fédéral. Dans ce contexte, certains secteurs de la population qui soutiennent le président ont organisé, entre mai et juin 2020, un certain nombre de manifestations contre la Cour suprême et le Congrès national, qui sont des

institutions qui ont pris position en faveur de mesures préventives contre le Covid-19. Selon Danowski,

[...] le déni de la Science est un phénomène complexe et grave, assez répandu de nos jours, et qui, sous ses multiples formes, est crucial pour comprendre la paralysie cognitive, psychique et politique face à la réalité et aux problèmes posés par le scénario actuel (2020, p. 4).

Selon l'auteur, dans les derniers mois de 2020, au Brésil (ainsi que dans d'autres parties du monde), le sentiment que le pays était submergé non seulement par le déni et le négationnisme d'une bonne partie de la classe politique, des intellectuels et de la population en général (fake news, inversion ou négation de la vérité), mais par le désir même de mort et d'extermination de toute forme d'altérité, qui est le moteur de tout régime fasciste ou autoritaire. Dans la même perspective, Mbembe affirme que le déni est lié à la notion de nécropolitique, le pouvoir de « dicter qui peut vivre et qui doit mourir ». Avec ce terme, l'auteur se propose de montrer les nombreuses façons dont, dans le monde contemporain, des structures existent dans le but de provoquer la destruction de groupes spécifiques, principalement des minorités politiques. Selon le bio-pouvoir⁹ et ses technologies de contrôle de la population, « laisser mourir les gens » devient acceptable. Cependant, le corps « tuable » ne s'applique pas à tout le monde, mais seulement à « ceux qui sont constamment en danger de mort en raison du paramètre de définition primordial qu'est la race », affirme l'auteur (2019, p. 43). C'est un concept puissant qui s'applique à l'examen du scénario brésilien, principalement l'absence de politiques publiques intégrées pour lutter contre la pandémie et atténuer les effets dévastateurs de la crise qui s'ensuit.

Les taux de contamination et de mortalité par le virus Covid-19 sont les plus élevés parmi les populations les plus pauvres ; les femmes ont perdu le plus d'emplois pendant la pandémie dans le monde entier ; et la population noire a été la plus contaminée, enregistrant le taux de mortalité le plus élevé. En outre, la pandémie a rendu les 10 plus grands milliardaires du monde encore plus riches, tandis que les pauvres se sont appauvris (OXFAM, 2021).

L'autoritarisme et la nécropolitique de l'administration Bolsonaro ont contribué à accroître le contrôle du gouvernement, en imposant des pouvoirs d'urgence, en ignorant les droits de l'homme et en étendant la surveillance, sans trop se soucier des limites légales et institutionnelles. Par ailleurs, les attaques constantes contre les journalistes et les médias ont mis en péril la liberté de la presse ; la société civile a été menacée et remise en question, en particulier les minorités politiques qui ont, en outre, été laissées sans protection et, par conséquent, intensément touchées par les pratiques nécropolitiques.

⁹ Le biopouvoir est un terme créé à l'origine par le philosophe français Michel Foucault (2010) pour faire référence à la pratique des États modernes et à la régulation de leurs sujets par une « explosion de techniques nombreuses et diverses pour s'engager dans l'assujettissement des corps et contrôler la population ».

La série de déclarations de Bolsonaro discréditant la science et les professionnels de la santé travaillant en première ligne dans la lutte contre le Covid-19 a également provoqué une vague de désinformation dangereuse dans le pays et dans le monde, qui, dans le contexte de la pandémie, a été nommée misinfodémie. La pandémie coexistante de fausses informations sur le Covid-19 affecte la vie et les moyens de subsistance des gens de manière directe et significative dans toutes les régions du monde (UNESCO, 2020). Les fausses nouvelles se sont avérées mortelles, car elles instillent le doute et des comportements qui affectent directement les choix personnels et politiques. Bien que la désinformation ne soit pas une nouvelle apportée par la pandémie, - puisqu'elle a été une grande ressource politique qui a conduit à l'élection de Bolsonaro en 2018 - la désinformation sur le Covid-19 a remis en question la science médicale et biologique ; a entraîné une méfiance croissante envers les autorités gouvernementales et les institutions démocratiques ; la polarisation des débats ; et la mise en place d'obstacles à la diffusion des connaissances prophylactiques (comme l'utilisation de masques et les risques apportés par les rassemblements de foule), au détriment du plus grand bien général.

Les motivations pour diffuser des informations erronées sont nombreuses. [...] il peut s'agir de gagner de l'argent, de s'assurer un avantage politique, de saper la confiance, de rejeter la faute sur les autres, de polariser les gens et de saper les réponses à la pandémie. D'autre part, l'ignorance, les égos individuels ou l'intention malavisée d'aider peuvent être des facteurs déterminants. La désinformation [...] peut être partagée par des individus, des groupes organisés, certains médias et canaux officiels - et elle peut être préméditée ou non (UNESCO, 2020, p. 5).

C'est dans ce scénario que la société civile agit, dont les organisations (OSC, ONG et mouvements) ont cherché non seulement à s'opposer à la nécropolitique et au déni par la construction d'agendas politiques et d'efforts en réseau, mais aussi à répondre à la crise. Selon Foucault (2015), s'il existe une relation de pouvoir, il y a une possibilité de résistance. Le pouvoir et la résistance s'affrontent à travers des tactiques multiples et changeantes, et c'est ainsi que l'émergence des initiatives des organisations communautaires et de la société civile peut être interprétée comme des expressions authentiques de défiance et de non-conformité. On peut donc comprendre le rôle prépondérant qu'ont joué les organisations, les mouvements et les groupes sociaux dans la lutte contre la pandémie. Dans cette perspective, l'aide économique d'urgence accordée par le gouvernement fédéral en 2020 ne peut être considérée comme un cadeau de la puissance publique ou une articulation spontanée du ministre de l'Économie, Paulo Guedes, mais plutôt comme le résultat d'une importante stratégie de coordination mise en œuvre par ce secteur, dont les organisations - « Nossas », « Coalizão Negra por Direitos », « União de Núcleos para a Educação Popular », entre autres, qui forment le Pacte pour la Démocratie, un des principaux articulateurs de l'initiative - ont lancé un mouvement en faveur de l'aide, en collaboration avec un certain nombre de membres du Congrès et de sénateurs, mobilisant un réseau de 163 institutions. La pétition de ces organisations, demandant la distribution d'un revenu de base d'urgence, a rapidement obtenu un demi-million de signatures et le soutien de plus de deux mille YouTubers - dont certains comptent des millions de followers. Finalement, après de

longues négociations entre le gouvernement fédéral et le Congrès brésilien, une aide d'urgence a été accordée en trois versements de 600 Reais, puis trois autres de 300 Reais, entre juin et décembre 2020, pour un maximum de deux adultes par famille.

LA SOCIÉTÉ CIVILE N'A PAS SEULEMENT JOUÉ UN RÔLE DE PREMIER PLAN DANS LA LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE, MAIS AUSSI DANS LA RECHERCHE D'ARTICULATIONS ET DE RÉPONSES POUR EN ATTÉNUER LES EFFETS.

La société civile n'a pas seulement joué un rôle de premier plan dans la lutte contre la pandémie, mais aussi dans la recherche d'articulations et de réponses pour en atténuer les effets, tant par la mobilisation de dons que par la mise en œuvre d'initiatives dans les domaines de l'assistance humanitaire, de l'aide d'urgence, de la communication et de la production de connaissances et de la défense des droits.

3. IMPACTS DE LA PANDÉMIE SUR LES OSC BRÉSILIENNES

L'une des réponses visibles de la société brésilienne dans le contexte de la pandémie a été la mobilisation de fondations, d'entreprises et de personnes et familles extrêmement riches, qui ont fait des dons sans précédent, tant en termes de volume que de rapidité, pour répondre à la récente crise sociale et humanitaire, d'une dimension sans précédent au Brésil. Au début de la crise, entre mars et mai 2020, le pays a connu un boom des dons, mené par des campagnes de collecte de fonds, des performances philanthropiques en direct d'artistes et, surtout, de groupes d'entreprises. En deux mois, plus de 5 milliards de R\$ ont été collectés au profit de fonds et d'institutions et, même si les volumes donnés ont diminué entre mai et août 2020, le nombre de personnes ayant fait des dons a augmenté. On note également une mobilisation et un ajustement importants de la part des fondations d'entreprises et des sociétés, qui ont créé ou élargi leurs programmes internes d'investissement social. La mobilisation sans précédent de la philanthropie brésilienne dans le contexte de la pandémie diffère de l'histoire du secteur : jusqu'en 2019, le pays se situait toujours dans la moitié inférieure du classement de la force des efforts philanthropiques dans chaque pays. En 2017, le Brésil a enregistré la pire performance de son histoire dans le World Giving Index, le classement mondial de la solidarité, passant de la 75e position à la 122e position dans le classement général, qui compte 146 pays (CAF, 2020).

En outre, un certain nombre d'actions ont vu le jour dans le but de fournir des informations sur les domaines de l'investissement social et de la philanthropie, avec plusieurs études et enquêtes¹⁰ réalisées pour cartographier les tendances, les dons et les expériences qui pourraient aider à examiner le scénario et les impacts sur la société brésilienne¹¹. L'une d'entre elles est le projet Covid-19 Emergency, développé pour contribuer à la production, la coordination et la diffusion des réponses de la philanthropie, de l'investissement social et de la société civile afin de rendre

¹⁰ Pour un examen plus approfondi des recherches menées dans le contexte de la pandémie, voir Barroso (2020).

¹¹ Exemples : Giving Monitor (ABCR, 2020b) et Report on the First 60 Days (PONTE-A-PONTE, 2021)

plus efficaces les actions visant à faire face aux impacts de la pandémie au Brésil (GIFE, 2021). Le projet compile des informations pertinentes pour le domaine, contribuant ainsi au partage d'expériences et de références de performance.

En août 2020, le rapport intitulé « Covid-19's Impact on Brazilian CSOs: from immediate response to resilience » (L'impact du Covid-19 sur les OSC brésiliennes : de la réponse immédiate à la résilience)

DANS LE CONTEXTE DE LA PANDEMIE, LA SITUATION S'EST DÉTÉRIORÉE, CAR 65% DES OSC BRÉSILIENNES ONT SIGNALÉ UNE FORTE BAISSÉ DE L'ACCÈS AUX RESSOURCES FINANCIÈRES

a été publié. L'étude a cherché à comprendre comment le secteur a planifié le développement des actions et se prépare à faire face au scénario post-crise. Sur la base d'un questionnaire préparé pour les OSC, un ensemble d'informations stratégiques sur le secteur a été compilé à partir des 1 760 réponses valides reçues. Selon l'étude, les OSC brésiliennes ont été confrontées à des défis en termes de durabilité financière depuis 1990, en grande partie en raison de leurs difficultés à mobiliser des ressources. Dans le contexte de la pandémie, la situation s'est détériorée, car 65% des OSC brésiliennes ont signalé une forte baisse de l'accès aux ressources financières ; 73% ont déclaré avoir été affaiblies pendant la pandémie, adaptant leurs activités au contact à distance ou à d'autres formats afin d'économiser des ressources ; 69% ont déclaré avoir besoin de ressources pour couvrir leurs coûts de fonctionnement ; et 46% ont déclaré compter sur l'engagement social communautaire pour soutenir les populations vulnérables ou à risque. Le plus inquiétant est que 44% des OSC ont noté une baisse du nombre de bénévoles actifs et 40% ont mentionné le stress et la surcharge de travail de leur équipe (MOBILIZA et REOS PARTNERS, 2020). Les OSC du domaine de la santé ont été renforcées par des dons, ainsi que celles dont le budget annuel est supérieur à 3 millions de Reais. Il s'agit donc d'un modèle de don qui renforce principalement les grandes OSC, mais pas les petites et moyennes OSC, qui s'engagent généralement auprès des minorités politiques, agissant sur leurs propres territoires, au sein de leurs propres communautés, sans le soutien ou l'aval de grandes fondations et/ou de spécialistes.

Cependant, même lorsqu'elles ont été confrontées à une crise de financement, ces organisations n'ont pas arrêté leur travail, mais ont plutôt réinventé des stratégies d'action à la lumière de la situation émergente. L'urgence a mobilisé différents secteurs de la société civile, principalement des organisations communautaires, dans de multiples territoires. Ainsi, de nombreuses ONG et organisations associées à la philanthropie locale, qui auparavant pensaient à moyen et long terme, ont été contraintes de répondre immédiatement à l'urgence imposée par les crises socio-économiques, sanitaires et organisationnelles survenues dans le contexte de la pandémie. L'étude de Mobiliza et Reos Partners (2020) indique que 87% des OSC ont offert/offrent une assistance aux populations vulnérables qui sont maintenant à risque, avec des actions allant de la distribution de produits d'hygiène personnelle et de produits alimentaires aux activités de

prévention et de sensibilisation. Sans le travail de ce secteur, les impacts de la crise auraient sûrement été encore plus graves.

Cet écart entre le volume des ressources mobilisées et le manque de soutien par des dons à la société civile, bien que préoccupant, n'est pas surprenant, car le travail effectué par les branches de la philanthropie des entreprises, des familles et des grandes fortunes n'a pas fermement institué des pratiques de soutien à la société civile (octroi de subventions) et, par conséquent, ne fait généralement pas de dons à des tiers.

Dans des endroits comme le Brésil et les pays de l'hémisphère sud, où les systèmes sociaux et de santé se sont effondrés, les dynamiques de collaboration et d'entraide menées par les mouvements sociaux et les organisations communautaires sont plus importantes que jamais et doivent être renforcées car elles mobilisent en fait leurs réseaux et leurs territoires pour répondre à la crise sanitaire, humanitaire, sociale et économique, en particulier pour les groupes vulnérables. Aider ces ressources à atteindre rapidement les bases, les communautés et les acteurs stratégiques engagés dans la lutte contre le Covid-19 est extrêmement transformateur. Et les ressources données aux bases ont sûrement un effet multiplicateur important, dans la mesure où elles peuvent avoir un effet de levier et stimuler d'autres initiatives (campagnes de dons communautaires, par exemple).

AIDER CES RESSOURCES À ATTEINDRE RAPIDEMENT LES BASES, LES COMMUNAUTÉS ET LES ACTEURS STRATÉGIQUES ENGAGÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 EST EXTRÊMEMENT TRANSFORMATEUR

Cette voie élargit également la possibilité de s'appuyer sur le leadership et le pouvoir de décision des communautés dans la mobilisation et l'investissement des ressources locales dans des domaines et des initiatives jugés prioritaires, renforçant l'autonomie de la société civile et ouvrant un espace pour l'institution de dynamiques innovantes dans le domaine de la philanthropie communautaire.

4. LA RÉPONSE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : ÉTUDES DE CAS, COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE ET TECHNOLOGIES SOCIALES INNOVANTES

Dans le contexte de la pandémie, la société civile a été confrontée à une urgence causée à la fois par l'absence de politiques publiques et le manque de financement. Malgré la crise installée, les OSC, les mouvements, les groupes et les agents dans les territoires ont conçu des réponses et cherché des solutions basées sur le développement d'un ensemble multiforme d'initiatives et d'outils.

La pluralité des réponses a été massive. Pour les besoins de cette étude, les cas jugés emblématiques pour représenter des technologies sociales innovantes et/ou intégrer des

communautés de pratique avec un potentiel de multiplication ont été sélectionnés¹². Ces cas impliquent des technologies et des pratiques sociales qui ont été développées, conçues et multipliées par des personnes, des mouvements, des groupes et des communautés de base pour répondre aux problèmes rencontrés par les populations locales sur leurs propres territoires. Sans classement d'écoles de pensée, ni imposition de spécialistes avec des solutions toutes faites. Il s'agit de cas emblématiques constitués d'expériences développées par des minorités politiques, qui pourraient être reproductibles et/ou servir d'inspiration pour un certain nombre de contextes.

4.1 Paraisópolis : mobiliser les acteurs et leaders locaux pour agir au sein des communautés

Selon l'analyse menée par l'Instituto Pólís, dans les territoires jugés précaires, les formats d'organisation communautaire prévalent dans le contrôle du Covid-19 et ont constitué la réponse la plus efficace à la crise. C'est le cas de Paraisópolis, l'une des plus grandes « favelas » du Brésil, située dans la ville de São Paulo, avec plus de 70 mille habitants (IBGE, 2019b) et une densité démographique de 61 mille habitants/km². L'effort de Paraisópolis

[...] a permis à la favela d'enregistrer, le 18 mai 2020, un taux de mortalité dû au Covid-19 de 21,7 personnes pour 100 000 habitants, alors que Vila Andrade dans son ensemble a enregistré 30,6 décès pour 100 000 habitants. Ce taux est également inférieur à la moyenne municipale (56,2) et à la moyenne d'autres districts vulnérables tels que Pari (127), Brás (105,9), Brasilândia (78) et Sapopemba (72) (INSTITUTO PÓLIS, 2020, p. 1).

C'est l'Associação de Moradores de Paraisópolis (Association des résidents de Paraisópolis) qui, dès le début, avec les premiers cas confirmés de Covid-19 à São Paulo, a organisé son travail pour tenter d'empêcher la maladie de décimer la communauté, anticipant que les politiques de santé publique ne couvriraient ni ne protégeraient suffisamment la population locale. Tout d'abord, elle a créé le système des « présidents de rue », qui a confié à certaines personnes la responsabilité d'identifier les personnes et les familles présentant des symptômes du Covid-19 et de développer des activités de sensibilisation au virus et aux précautions à prendre pour prévenir la maladie. Ces personnes ont collecté et distribué des paniers de nourriture, lutté contre les fake news et ont été qualifiés pour référer toute personne présentant des symptômes.

Pour soutenir le système des présidents de rue (420 au total, chacun étant chargé d'inspecter 50 maisons), la communauté a engagé des ambulances, pour fonctionner 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, des médecins et des infirmières qualifiés, en leur fournissant le matériel approprié pour traiter les symptômes graves du Covid-19. En outre, 240 résidents ont formé des secouristes pour soutenir les 60 bases de secours dotées de pompiers civils. Enfin, deux écoles publiques, demandées et mises à disposition par le gouvernement de l'État, ont été utilisées pour assurer

¹² Défini comme « un groupe de personnes [qui] se réunissent autour d'un même sujet ou d'un même intérêt. Ces personnes travaillent ensemble pour trouver des moyens d'améliorer ce qu'elles font, c'est-à-dire pour résoudre un problème au sein de la communauté ou dans l'apprentissage quotidien, [avec] des interactions régulières » (WENGER et al., 2014, p. 1).

l'isolement des personnes infectées, en particulier celles résidant dans des familles nombreuses et/ou dans de petites maisons.

Ce fut une expérience d'organisation sociale autogérée, horizontale et communautaire. Les stratégies de communication étaient également centralisées et jugées prioritaires, tout comme l'assurance de fournir de la nourriture et l'accès aux soins préventifs à la population locale. L'organisation et l'implication de la communauté ont été cruciales pour contrôler les taux d'infection et de mortalité en 2020.

4.2 Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (Articulation des peuples autochtones du Brésil) (APIB) : les peuples autochtones face à la pandémie

« Toute cette destruction n'est pas notre marque, mais plutôt les empreintes des blancs, vos traces sur terre » (Davi Kopenawa Yanomami, s. d.).

Les cas de Covid-19 chez les populations et les individus indigènes dépassent les chiffres notifiés par le Secretaria Especial de Saúde Indígena (SESAI), qui n'a comptabilisé les cas que dans les terres indigènes homologuées. Selon les données officielles, 35 897 autochtones auraient contracté le Covid-19, contrairement à la compilation réalisée par l'APIB, qui dénombrait 41 794 personnes infectées au 15/12/2020 (APIB, 2020). En ce qui concerne les décès, les données officielles font état de 501 décès dus au Covid-19, contre 894 enregistrés par l'APIB, affectant au moins 161 peuples indigènes.

Compte tenu de la sous-déclaration des infections autochtones dans les données officielles, l'APIB a mené une enquête indépendante, sous la responsabilité du Comitê Nacional de Vida e Memória (Comité national pour la vie et la mémoire autochtones) et des organisations autochtones de base qui composent l'association. Il s'agit donc d'une stratégie de communication visant à donner de la visibilité à ce qui est invisible, en employant ses propres méthodologies, stratégies et outils de communication pour rapporter des informations que le gouvernement et les médias traditionnels ne montrent pas.

En outre, des plaintes ont été formulées au sujet de la mauvaise infrastructure du système de santé publique spécialisé dans les peuples indigènes brésiliens et des rapports de cataclysme biologique, étant donné que ce sont peut-être les professionnels de la santé eux-mêmes (liés au gouvernement ou à la Fondation nationale pour les peuples indigènes, FUNAI) qui ont introduit le virus dans les tribus et les peuples isolés et ont provoqué des vagues massives d'infection au sein des communautés indigènes.

En plus de travailler en réseau, l'APIB diffuse des actions et des campagnes développées par chaque tribu, allant du don de paniers alimentaires de base et d'articles d'hygiène personnelle aux articles de communication (à la fois l'infrastructure et la technologie permettant la création de contenus informatifs et leur diffusion). L'unification des données et la coordination conjointe

contre une crise sanitaire sont extrêmement importantes à la lumière de la situation effroyable des avancées sur les terres indigènes par le gouvernement fédéral, l'agrobusiness et les industries extractives.

Une base de données des initiatives des tribus composant l'APIB montre des actions multiples et diverses.

4.3 Rio contra o Corona (Rio contre le coronavirus) : l'importance du travail en réseau

Rio contra o Corona (Rio contre le coronavirus) est une initiative issue du travail du « Movimento União Rio »¹³. Elle comprend trois organisations gestionnaires qui travaillent bénévolement, en réseau : L'Instituto Phi reçoit les dons financiers, la Banco da Providência achète les intrants à donner et les transporte vers leur lieu de distribution, et l'Instituto Ekloos coordonne la réception des intrants et leur distribution à la population par l'intermédiaire d'organisations locales.

De mars à novembre 2020, l'initiative a réussi à collecter 24 657 076,64 R\$ auprès de 6 956 donateurs, au profit de 309 794 familles dans 237 communautés. Il ne s'agit pas seulement de la coordination de la société civile pour garantir les droits fondamentaux de la population (aide sociale et humanitaire), mais aussi de l'importance de la mise en réseau, de l'élargissement de la portée du travail, de la génération d'actions collaboratives et du renforcement de l'écosystème de la société civile brésilienne avec de nouveaux potentiels et partenariats.

4.4 Casa Nem : la population LGBTI+ face à la pandémie

Casa Nem accueille des personnes LGBTI+ qui ont été chassées de¹⁴ chez elles ou qui n'ont pas d'endroit où vivre. Le quotidien de la Casa Nem, basée à Rio de Janeiro, dans le quartier de Flamengo, a changé : « Nous avons suspendu nos activités le 13 mars, et à la même date nous avons publié le premier avis annulant les cours de langue et toutes les activités extérieures auxquelles la maison participe », explique la travailleuse du sexe Indianarae Siqueira, 49 ans, fondatrice de l'institution. Peu après, les résidents ont fermé le bâtiment, ne conservant que quelques activités, comme les ateliers de fabrication de masques, organisés pour que les résidents aient une source de revenus pendant la crise économique.

Le quatrième étage de la Casa Nem a été adapté et transformé en espace de quarantaine, tant pour les nouveaux résidents que pour les personnes infectées. Selon Indianarae, toutes les personnes qui arrivent sur place doivent désinfecter leurs chaussures et changer de vêtements, y compris les résidents et les employés en charge des services essentiels, comme les

¹³ Mouvement bénévole de la société civile à Rio de Janeiro, qui regroupe des personnes et des ONG sérieuses et engagées envers l'État. Les volontaires ont recensé les principales demandes pour réduire les impacts de la pandémie actuelle de Covid-19.

¹⁴ Le langage inclusif est utilisé ici dans la version portugaise du document, tel qu'il est utilisé par la population LGBTIQ+ résidant à la Casa Nem.

psychologues, qui n'ont jamais été interrompus dans leur routine de travail. Ces précautions supplémentaires étaient indispensables pour que le foyer d'accueil reste, dans la mesure du possible, exempt de cas confirmés de Covid-19.

Casa Nem, qui compte actuellement 60 résidents, n'a pas suspendu l'accueil de nouveaux résidents car elle a compris que, dans ce scénario, davantage de personnes LGBTI+ pourraient avoir besoin d'un abri. Tous les deux jours, les résidents organisent une réunion pour discuter des réalités de la pandémie. Toute personne devant sortir ne peut le faire que si elle porte un masque et des gants, pour éviter de contaminer les autres. Indianarae explique :

Non seulement nous n'avons pas réduit le nombre de résidents, mais nous avons augmenté la portée de notre aide extérieure. Nous touchons actuellement 700 personnes [...], avec la distribution de paniers alimentaires, de masques, de kits de nettoyage et d'hygiène personnelle.

Indianarae fait part de son expérience de la maladie grave dans les années 1980, lorsque la population LGBTI+ était confrontée à l'épidémie de VIH/sida. Sa réponse au Covid-19 n'a donc pas été créée de toutes pièces. Avec une variété d'actions, telles que la formation, l'organisation interne pour continuer à accueillir de nouveaux résidents et la distribution de paniers alimentaires, Casa Nem comble le vide que les politiques publiques sur le genre et la sexualité n'ont pas pu combler dans le contexte de la pandémie.

4.5 LabJaca : la population noire et celle des « favelas » parlent, agissent et produisent au cours de Covid-19

Les médias traditionnels ne rendent généralement pas compte de ce qui se passe dans les « favelas » et les banlieues urbaines du point de vue de leurs habitants. Cependant, plusieurs groupes de communication communautaires (impliquant des médias gratuits et des libraires de médias) ont commencé à travailler pour produire des contenus et des informations au niveau local, créant des médias et des récits au sein des communautés, défiant ainsi les médias traditionnels.

LabJaca est un laboratoire qui travaille à la production de données et à la récupération de récits sur la « favela » de Jacarezinho, au nord de Rio de Janeiro. L'initiative est née pendant la pandémie du regroupement de six jeunes noirs, qui ont commencé à produire des données fiables sur l'éducation, la sécurité publique et la santé dans la « favela » où ils vivent. Au départ, comme beaucoup d'OSC, le groupe a commencé à distribuer des intrants de base aux habitants des "favelas", mais, devant les nombreuses questions que suscitaient les données officielles produites sur la pandémie, ils ont décidé de se concentrer sur la production d'informations basées sur des enquêtes. Selon Bruno Sousa, chercheur au LabJaca,

Les chiffres du ministère de la santé de Rio de Janeiro indiquaient moins de 10 cas suspects dans toute la « favela » et aucun cas confirmé. L'enquête de notre équipe a montré des dizaines de cas suspects et de nombreux cas sérieusement suspects, qui n'ont pas été confirmés faute de tests. Les données que nous avons finalement produites contredisaient directement les données « officielles », avec des chiffres beaucoup plus élevés. C'est ce qui se produit généralement lorsque les données sont produites par des organisations qui travaillent dans l'assurance des droits de l'homme. Montrer cette divergence à tous a pour principal objectif d'orienter les politiques publiques afin de résoudre les problèmes posés par les données dites « non officielles » que les organismes officiels tentent de discréditer (SOUSA, 2020).

Le LabJaca produit des récits audiovisuels accessibles, afin de combler les lacunes en matière de connaissances qui entravent l'accès des habitants de Jacarezinho aux politiques publiques et aux droits fondamentaux. Pendant la pandémie, il a également proposé de discuter des mesures de protection et de lutte pour les droits à des soins et traitements justes et équitables. Ainsi, la communication se consolide comme un outil stratégique d'activisme, dans la mesure où elle est produite par ceux qui s'identifient comme des agents de changement local, réalisant de puissantes dynamiques de transformation.

4.6 Le rôle joué par les membres du Réseau brésilien de philanthropie pour la justice sociale (RFJS) dans la lutte contre le Covid 19

Le RFJS est composé de 13 organisations donatrices (grant makers) - fonds thématiques, fonds communautaires, fondations communautaires - qui soutiennent des OSC, des ONG, des mouvements, des groupes, des associations, des réseaux, des leaders, des militants des droits, des groupes et des leaders de la société civile. Bien que le montant des dons provenant des fonds locaux composant le RFJS ne soit pas comparable aux ressources mobilisées par les grandes fortunes, le rôle du Réseau était et reste stratégique dans le contexte de la pandémie en raison de sa capacité à réagir rapidement et avec assurance, en répondant à des demandes multiples, avec un accent sur les minorités politiques et les groupes vulnérables. Selon les enquêtes internes, les 13 membres ont directement donné, au cours de l'année 2020, 14 millions de réais à près de mille initiatives. Les dons indirects (paniers d'aliments de base, kits d'hygiène personnelle et aide humanitaire, en général) se sont élevés à environ 2,9 millions de réais.

Outre les dons à la société civile (effectués par le biais d'avis publics, de lettres d'invitation et/ou de dons directs), les organisations du réseau mobilisent des fonds provenant d'autres sources, notamment des campagnes ayant une grande capacité d'engagement, une grande portée et une grande capillarité sur tout le territoire national : institutions philanthropiques nationales et internationales, particuliers, entreprises, pouvoir public, coopération mondiale, etc. Ainsi, la mobilisation est conçue comme un partenariat entre des financeurs de différents types, puisque les fonds communautaires et les fondations ont une connaissance approfondie des agendas

locaux et la capacité de distribuer des ressources, ce qui les amène à atteindre de multiples organisations de base.

Sur la base d'enquêtes internes menées auprès des membres du RFJS, trois lignes d'action stratégiques ont été identifiées : a) la création de fonds d'urgence et de dons ; b) les campagnes locales de mobilisation et de dons ; et c) la production de connaissances et la communication. Plusieurs expériences développées par les organisations membres du RFJS sont décrites ci-dessous.

4.6.1 Fonds d'urgence et dons : donner des ressources pour atténuer les impacts du Covid-19

Sur ce front, on distingue des lignes de soutien qui ont impliqué le lancement d'appels à projets/concours, des actions de don direct de ressources financières et la création/renforcement de fonds d'urgence spécifiques pour lutter contre les inégalités et les injustices aggravées par Covid-19.

Les membres du RFJS qui ont joué un rôle de premier plan dans cette stratégie d'action sont : Institute for Society, Population and Nature (ISPN), ELAS - Fonds d'investissement social, Baobá - Fonds pour l'équité raciale, Fundo Positivo, Fonds brésilien pour les droits de l'homme, CASA - Fonds socio-environnemental, iCS - Institut pour le climat et la société (iCS) et l'ICOM - Instituto Comunitário da Grande Florianópolis.

La coordination du RFJS, à son tour, a mis en œuvre un programme visant à soutenir les organisations membres dans le renforcement des initiatives de lutte contre le Covid-19, en donnant des ressources pour développer des plans de mobilisation et stimuler le don de ressources ; communications ; renforcement des capacités ; suivi et évaluation ; cartographies spécifiques ; organisation d'expériences ; consolidation de partenariats et d'actions conjointes.

4.6.2 Campagnes de mobilisation et de don locales/territoriales : acteurs, donateurs et ressources pour des actions directes avec les organisations et les groupes de base

Le scénario de la pandémie de Covid-19 a rendu nécessaire une action urgente, qui comprenait des efforts de mobilisation, des dons et un engagement communautaire. Ces actions n'étaient pas des initiatives d'assistance descendante, puisque les populations touchées par la crise étaient les protagonistes de l'identification de leurs propres problèmes et de l'élaboration de stratégies pour les résoudre, avec le soutien des organisations donatrices.

Les membres du RFJS qui ont exécuté ce type d'action étaient : Casa Fluminense, ICOM, Institut de renforcement communautaire de Tabôa, Instituto Baixada Maranhense, Redes da Maré et ISPN. Casa Fluminense a travaillé en coordination avec plusieurs donateurs pour permettre un soutien d'urgence à des projets dans des communautés vulnérables et des régions dépourvues d'infrastructures dans la zone métropolitaine (MR) de Rio de Janeiro. ICOM a développé un effort

pour capter, mobiliser et retenir les donateurs locaux pour travailler dans le Grand Florianópolis afin de garantir l'accès de la population à une nourriture sûre, nutritive et abondante, en abordant également le point de la souveraineté alimentaire. De son côté, Tabôa a distribué des paniers de nourriture de base et des kits d'hygiène personnelle aux familles résidant dans le sud de Bahia. L'Instituto Baixada Maranhense a développé une méthodologie axée sur l'écoute des populations locales, afin "d'éviter d'établir une dynamique descendante [et d'utiliser] une méthodologie que nous appelons « l'écoute des gens », par laquelle nous écoutons précisément ce qu'ils veulent dire", selon son directeur exécutif. La campagne développée par Redes da Maré - dans la communauté du « Complexo da Maré », composée de 16 « favelas » - s'est concentrée sur les lignes d'action suivantes : sécurité alimentaire ; assistance à la population sans abri ; génération de revenus ; soins de santé, accès et soins préventifs ; production et diffusion d'informations et de contenus sûrs, sur la base d'une campagne de communication coordonnée ; et soutien d'urgence aux artistes et aux groupes culturels.

LES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LA CRISE ONT ÉTÉ LES PROTAGONISTES DE L'IDENTIFICATION DE LEURS PROPRES PROBLÈMES

4.6.3 Communication et connaissance : campagnes d'information, portails d'information et collecte et analyse d'informations

Les membres du RFJS ont joué un rôle stratégique dans la lutte contre la misinfodémie et en faveur d'un accès généralisé aux droits, à la santé et à la prophylaxie du Covid-19.

La page web Covid-19 : Promouvoir les droits de l'homme dans le contexte de la pandémie, une initiative du Fonds Brésilien, vise à faire connaître les positions et les actions des organisations, à encourager les dons au Fonds de soutien d'urgence : Covid-19, qui sont transmis pour soutenir le travail des groupes et des militants de base ; et promouvoir d'autres fonds et avis ouverts pour allouer des ressources pour faire face à la pandémie.

En 2020, Casa Fluminense, en cohérence avec le travail qu'elle a développé depuis sa création dans les domaines de l'information et de la mobilisation, a réalisé la Carte de l'Inégalité, un diagnostic de la réalité du MR de Rio de Janeiro, présenté sous la forme de 40 indicateurs, répartis en 10 thèmes. Des enquêtes de ce type permettent de mettre à l'échelle les scénarios auxquels la population est confrontée au quotidien.

L'ISPN, à son tour, a développé Canto da Coruja, un programme de production de podcasts ciblant les peuples et communautés indigènes et les agriculteurs familiaux. Des entretiens avec des représentants des peuples, des autorités sanitaires, des gouvernements et des collaborateurs de l'ISPN figurent en permanence dans le programme, offrant des directives, des stratégies d'adaptation et des informations politiques.

Redes da Maré a également développé des efforts de communication, en produisant des podcasts, des bulletins d'information et un journal ciblant des publics extérieurs à la "favela" - financeurs, grand public, etc. - et à l'intérieur de la "favela", en produisant des contenus avec des sources sûres (certaines en partenariat avec Fiocruz), pour diffuser l'information de manière indépendante, en assurant l'accès de la population à la connaissance de ses droits fondamentaux et de la pandémie en général.

Fundo Positivo, qui travaille essentiellement dans le domaine de la santé, a créé le projet de communication positive sur le Covid-19. En sensibilisant les leaders communautaires à l'importance de leurs actions pour promouvoir et défendre les droits, réduire les inégalités en matière de santé et recenser les problèmes qui sont apparus ou se sont aggravés à la suite de la pandémie, le projet a contribué à encourager les efforts de plaidoyer politique auprès des gestionnaires publics et de la société en général. Un ensemble d'outils de communication a été produit : podcasts, cartes d'information et présentations en direct, qui ont touché au-delà du public bénéficiaire des actions. À partir de septembre 2020, une nouvelle phase a débuté, avec un programme d'interviews : six éditions ont été réalisées avec des experts abordant des sujets liés à la pandémie.

Le RFJS, quant à lui, a également développé une série d'actions pour faire connaître le travail de ses membres, à la fois sur son site institutionnel et sur un blog, touchant ainsi un public local et international.

5. LA PHILANTHROPIE COMMUNAUTAIRE COMME STRATÉGIE DE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR FAIRE FACE AU COVID-19

Sur la base de l'analyse menée au cours de cette étude, on peut affirmer que la société civile a joué un rôle de premier plan face à la pandémie et, même si elle se trouve aujourd'hui dans une situation fragile et vulnérable, elle a fait preuve d'une capacité exceptionnelle à agir et à réagir dans un scénario de crise.

Cependant, bien que nous reconnaissons le rôle éminent joué par la société civile, il existe une nette disparité entre ses performances et le volume des ressources mobilisées dans le domaine philanthropique pour les OSC, les mouvements sociaux et les ONG. En examinant les dons effectués dans le cadre du scénario d'urgence à l'aide du Donation Monitor (ABCR, 2020), nous constatons un écart visible entre les ressources mobilisées par la philanthropie locale et leur application pour soutenir la société civile, ce qui suscite quelques réflexions stratégiques. Deboni (2020) soulève quelques questions stratégiques sur la destination des ressources philanthropiques

Ces ressources ont-elles atteint les organisations sociales les plus petites et les moins connues de toutes les régions et de tous les coins de ce pays ? Ou bien la part du lion de ces ressources continue-t-elle d'atteindre uniquement les ONG plus grandes et plus

connues ? Ces ressources servent-elles également à couvrir les coûts fixes et institutionnels de ces organisations ? Ou sont-elles utilisées uniquement pour acheter des dons, des paniers de nourriture et des fournitures ? Après la pandémie, ces organisations sociales qui agissent/ont agi dans la médiation de ces dons seront-elles renforcées ou affaiblies ? Pourront-elles conserver leurs équipes, leurs espaces physiques, leurs infrastructures ?

Comme l'analyse menée au cours de cette étude l'a montré, la philanthropie communautaire nécessite une reconnaissance, car elle contribue avec une vision à agir dans la réalité sociale, en vue de promouvoir le développement des efforts et des engagements, en renforçant les voix et le pouvoir des communautés et de leurs acteurs dans la recherche de solutions aux problèmes existants. Il s'agit donc d'une approche qui cherche à défier et à renverser la hiérarchie du pouvoir et à le transférer aux communautés, considérées comme les protagonistes légitimes en termes de processus de prise de décision et de développement d'actions pour combattre l'inégalité et assurer la justice sociale. La question du pouvoir est établie comme une question clé et prioritaire, considérant que, dans la relation donateur-bénéficiaire, il n'y a pas d'intention de donner du pouvoir ou d'assigner une autorité aux groupes et aux OSC, mais plutôt de reconnaître le pouvoir qu'ils ont déjà dans leur capacité à chercher des solutions de manière indépendante et dans leur pouvoir d'agir.

L'octroi de subventions est une stratégie clé dans le contexte de la philanthropie communautaire, car c'est par le don de ressources que la société civile cherche à renforcer et à catalyser l'action communautaire, en servant de pont entre différents groupes sur la base de la mobilisation des actifs et de l'instauration de la confiance et de la responsabilité, établissant ainsi une dynamique ascendante.

Il est certain que pour aller de l'avant dans la construction d'une philanthropie locale qui intègre effectivement les approches de la philanthropie communautaire, il est crucial d'installer un « virage décolonisant », en abandonnant la perspective colonialiste, en rompant avec les structures et les connaissances héritées du processus de colonisation. Le décolonialisme admet qu'il y a une imposition de connaissances provenant des pays du Nord constitués majoritairement d'hommes blancs, au détriment des connaissances de la population noire d'Afrique et des diasporas, des femmes, des peuples autochtones, de la population LGBTI+, entre autres minorités et groupes politiques. Il s'agit donc de redéfinir et de tropicaliser¹⁵ le concept de philanthropie communautaire à la lumière des dynamiques locales, en comprenant qu'il prend des dimensions et des significations déterminées par leurs formes d'action et les différents contextes sociopolitiques.

En ce moment, les mouvements sociaux et les mécanismes d'organisation communautaire sont plus importants que jamais. Les fondations et les particuliers fortunés disposent d'une fenêtre

¹⁵ Pour un regard plus approfondi sur la tropicalisation des concepts, spécifiquement associés au domaine de la philanthropie, consultez le document préparé par le Réseau (2020).

d'opportunité pour agir en tant que catalyseurs et aider à construire un avenir qui puisse profiter de la période de crise pour faire face à certains des problèmes sociaux et environnementaux qui, il y a peu de temps encore, semblaient impossibles à affronter à un niveau systémique.

C'est le moment de reconnaître l'importance de la société civile et de la renforcer en lui apportant des ressources flexibles. Le changement du plan d'action de la philanthropie locale devient crucial dans le contexte de la pandémie (et de la post-pandémie), pour permettre l'octroi de dons illimités à des partenaires de confiance afin qu'ils puissent faire face à la situation de crise aux côtés des communautés, en reconnaissant le travail que les organisations sociales de base ont développé dans les endroits où les personnes les plus vulnérables et marginalisées ont été et continueront à être les plus touchées par la crise.

RÉFÉRENCES

ABCR – Associação Brasileira de Captadores de Recursos, 2020. **Study of the impact of Covid-19 on Brazilian CSOs**. Disponible au lien suivant :

<https://www.redefilantropia.org.br/publicacoes/estudo-impacto-da-covid-19-nas-oscs-brasileiras>. Consulté le : 15/12/2020.

ABCR – Associação Brasileira de Captadores de Recursos. 2020. **Monitoring Covid-19 Donations**. Disponible au lien suivant : <https://www.monitordasdoacoes.org.br/pt>. Consulté le : 20/01/ 2021.

ABONG – Associação Brasileira de ONGs. 2020. **NGO CPI**. Disponible au lien suivant : <https://gife.org.br/cpi-das-ongs-confunde-earranha-imagem-do-terceiro-setor/>. Consulté le : 20/02/2021.

APIB – Associação dos Povos Indígenas do Brasil. Disponible au lien suivant : <https://apiboficial.org/?lang=en>. Consulté le : 20/01/2021.

BARROSO, Bruno. 2020. **Data Use in the Social Sector: lessons learned during the pandemic and paths toward interoperability**. GIFE. Disponible au lien suivant : <https://sinapse.gife.org.br/download/uso-de-dados-no-setor-social-aprendizados-napandemia-e-caminhos-para-a-interoperabilidade>. Consulté le : 17/04/2021.

BRAZIL. 1999. Décret n° 3100, daté du 30 juin 1999. Réglemente la Loi n° 9790, du 23 mars 1999, qui prévoit la qualification des entités juridiques privées, sans but lucratif, telles que les organisations de la société civile, opérant dans l'intérêt public, les instituts et régit l'accord de partenariat, entre autres dispositions. Gazette des publications du gouvernement fédéral [de la] République fédérative du Brésil. Brasília, DF, 1er juillet 1999.

BRAZIL. 2021. **Graphs on Covid-19 in Brazil**. Disponible au lien suivant : <https://covid.saude.gov.br/>. Consulté le : 26/02/2021.

BRAZIL. Bureau du secrétaire général de la présidence de la République. 2014. Loi n° 13019, datée du 31 juillet 2014. **Loi régissant les organisations de la société civile**.

CAF - Charities Aid Foundation. 2020. **Giving Report 2019 Brazil: a portrait of donations in Brazil**.

CIMINI, F; JULIÃO, N; SOUZA, A. 2020. **The Brazilian strategy to fight Covid-19: how the lack of proper leadership undermines the public policies implemented**. Disponible au lien suivant : <https://observatorioshospitalar.fiocruz.br/conteudo-interno/estrategia-brasileira-de-combate-covid-19-como-o-vacuo-de-lideranca-minimiza-os>; Consulté le : 29/01/2021.

DANOWSKI, Deborah. 2010. Denialisms. **Pandemic Series**, n. 1. Disponible au lien suivant : https://issuu.com/n-1publications/docs/cordel_negacionismos. Consulté le : 22/02/2021.

DEBONI, Fábio. 2020. **Are resources abounding, but civil society lacking?** Disponible au lien suivant : <https://www.redefilantropia.org.br/post/sobram-recursos-falta-sociedade-civil>. Consulté le : 03/03/2021.

DOBYNS, H. F. 1966. **Estimating aboriginal American population: an appraisal of techniques with a new hemispheric estimate.** **Current Anthropology**, v. 7, n. 4, p. 395-416, set. 1966.

FARIA, C. F. 2010. State and civil society organizations in today's Brazil: building a positive synergy? **Rev. Sociol. Polít.**, Curitiba, v. 18, n. 36, p. 187-204, June 2010.

FICS – Funders' Initiative for Civil Society. **Rethinking civic space in an era of intersecting crises: an informative summary for financiers.** Disponible au lien suivant : redefilantropia.org.br/publicacoes/repensando-o-espaco-civico-em-uma-era-decrises-interseccionais%3A-um-resumo-informativo-para-financiadores. Consulté le : 20/01/2021.

FOUCAULT, M. 2010a. **History of sexuality: the desire to learn (v. 1).** Publication originale en 1976. São Paulo: Graal.

FOUCAULT, M. 2015. **The Microphysics of Power.** Traduit par Roberto Machado. 2nd ed. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 2015.

GIFE – Grupo de Institutos, Fundações e Empresas. 2019. **GIFE Census 2018.** Disponible au lien suivant : <https://gife.org.br/censo-gife/>. Consulté le : 20/01/2021.

GIFE – Grupo de Institutos, Fundações e Empresas. 2021. **Covid-19 Emergency.** Disponible au lien suivant : <https://emergenciacovid19.gife.org.br/>. Consulté le : 26/02/2021.

GOHN, 2013. Civil Society in Brazil: social movements and NGOs. **Goal: Assessment.** Rio de Janeiro, v. 5, n. 14, p. 238-253, May/Aug. 2013.

IBGE – Brazilian Institute of Geography and Statistics. 2019a. Private foundations and non-profit associations in Brazil: 2016. **Studies and Surveys: Economic Information**, n. 32.

IBGE – Brazilian Institute of Geography and Statistics. 2020. **Unemployment.** Disponible au lien suivant : <https://www.ibge.gov.br/explica/desemprego.php>. Consulté le : 30/03/2021.

IBGE – Brazilian Institute of Geography and Statistics. **Estimated Population: Paraisópolis. 2019b.** Disponible au lien suivant :

<https://www.ibge.gov.br/estatisticas/sociais/populacao/9103-estimativas-de-populacao.html>. Consulté le : 19/04/2021.

INSTITUTO PÓLIS. 2020. **Instituto Pólis**. Disponible au lien suivant : <https://polis.org.br/>. Consulté le : 21/01/2021.

IPEA – Institute for Applied Economic Research. 2018. **Profiling civil society organizations in Brazil**. Disponible au lien suivant : https://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=33432. Consulté le : 29/03/2021.

IPEA – Institute for Applied Economic Research. 2020. **Covid-19 and legal social distancing measures. 2020**. Disponible au lien suivant : https://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=37437&Itemid=4#:~:text=Recomenda%2Dse%20que%20governos%20adotem,do%20Sul%2C%20Rond%C3%B4nia%20e%20S%C3%A3o. Consulté le : 29/03/2021.

ISP – Institute of Public Security. 2019. **Visualization Data**. Disponible au lien suivant : <http://www.ispvisualizacao.rj.gov.br/>. Consulté le : 20/01/2021.

KOPENAWA YANOMAMI, D. s. d. **Indigenous peoples in Brazil 2006-2010**. Disponible au lien suivant : https://documentacao.socioambiental.org/documentos/POVOS%20INDIGENAS%20NO%20BRASIL%202006_2010.pdf. Consulté le : 30/03/2021.

MOBILIZA CONSULTORIA; REOS PARTNERS. 2020. **The impact of Covid-19 on Brazilian CSOs: from immediate response to resilience**. Disponible au lien suivant : <https://sinapse.gife.org.br/download/impacto-da-covid-19-nas-oscs-brasileiras-da-respostaimediata-a-resiliencia-sumario-executivo>. Consulté le : vendredi 5 mars 2021.

MUÑOZ, César. Brazil suffers with its own police brutality epidemic. **Americas Quarterly**, 3 June 2020. Disponible au lien suivant : <https://www.hrw.org/pt/news/2020/06/03/375324>. Consulté le : 23 mars 2021.

OPGH – Observatório de Política e Gestão Hospitalar. 2020. **The Brazilian strategy to fight Covid-19: how the lack of proper leadership undermines the public policies implemented**. Disponible au lien suivant : <https://observatoriahospitalar.fiocruz.br/conteudointerno/estrategia-brasileira-de-combate-covid-19-como-o-vacuo-de-lideranca-minimiza-os>. Consulté le : 30/03/2021.

OXFAM, 2020. **The virus of inequality**. Disponible au lien suivant : <https://www.oxfam.org.br/justica-social-e-economica/forumeconomico-de-davos/o-virus-da-desigualdade/>. Consulté le : 24/02/2021.

PNUD. 2020. **United Nations Program for development in Brazil**. Disponible au lien suivant : pnud.org.br. Consulté le : 20/01/2021.

PONTEAPONTE. 2021. **Report on the first 60 days**. Disponible au lien suivant : <https://boletimcovid19.scibizconference.com/os60-primeiros-dias-de-covid-19-no-brasil-uma-analise-macro-do-campo-de-impacto-social-no-pais/>. Consulté le : 30/03/2021.

NETWORK – Brazilian Philanthropy Network for Social Justice. 2020. Disponible au lien suivant : <https://www.redefilantropia.org.br/publicacoes/expandindo-e-fortalecendo-a-filantropia-comunit%C3%A1ria-no-brasil>. Consulté le : 30/03/2021.

SOUSA, Bruno. 2020. **Data misreporting in the “favela” perpetuates a structure the silences its people**. Observatório de segurança. Disponible au lien suivant : <http://observatorioseguranca.com.br/a-defasagem-de-dados-na-favela-mantem-estruturaque-nos-silencia/>. Consulté le : 25/01/2020.

UNESCO. 2020. Disponible au lien suivant : <https://news.un.org/pt/tags/unesco>. Consulté le : 20/02/2021.

WAISELFISZ, J. J. **Map of Violence 2016**: homicides by firearms in Brazil. Brasília: Flacso Brasil, 2016.

WENGER, Etienne; Mcdermott, Richard; SNYDER, William M. 2014. **Seven principles for cultivating communities of practice**. Self-publication.

WINGS – Worldwide Initiatives for Grantmaking Support. 2018.

AUTEURS

Graciela Hopstein, Master en éducation de l'Universidade Federal Fluminense (UFF) et doctorat en politique sociale de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Consultante, professeure et chercheuse dans le domaine social. Auteure d'articles et de livres sur les politiques publiques, les mouvements sociaux et la philanthropie. Elle est actuellement coordinatrice exécutive du Réseau brésilien de philanthropie pour la justice sociale.

Milena Peres, conseillère en données, technologies et communication pour le Réseau brésilien de philanthropie pour la justice sociale.

Coordination générale du projet d'urgence sur le Covid-19 :
Erika Sanchez Saez

Soutien à la coordination générale : **Talita Ibrahim**

Supervision : **José Marcelo Zacchi** et **Gustavo Bernardino**

Coordination de la publication : **Carolina Magosso**, **Erika Sanchez Saez** et **Graziela Santiago**

Édition du texte : **Gleice Regina Guerra**

Conception graphique : **Tatiana Alves Cavalcanti**

Mise en forme : **Alastra, Comunica.**

Soutien institutionnel : **Alana** | **B3** | **Fundação Bradesco** | **Fundação Ford** | **Fundação Lemann** | **Fundação Telefônica Vivo** | **Fundação Tide Setubal** | **Instituto ACP** | **Itaú Social** | **Instituto Unibanco** | **Laudes Foundation**

Ce matériel est mis à disposition sous la licence Creative Commons Non-Commercial Assignment 4.0 International. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0>

Les opinions et analyses exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de GIFE.

© 2021 GIFE - Grupo de Institutos Fundações e Empresas